

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Sarl Ets CHRISTIAENS

RD 87 - Le Bochet de la Lorraine
02400 Épaux-Bézu

Références : LD/56-2026
Code AIOT : 0006200851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement Sarl Ets CHRISTIAENS implanté Le Châtelet 55700 Mouzay. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été organisée à la suite de la mise en demeure adressée à la société CHRISTIAENS par arrêté préfectoral n°2025-869 du 21 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarl Ets CHRISTIAENS
- Le Châtelet 55700 Mouzay

- Code AIOT : 0006200851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHRISTIAENS dispose d'un arrêté préfectoral n° 2013-2405 du 14 octobre 2013, autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et ses installations annexes (installation de traitement de matériaux, centrale de malaxage, plate-forme de transit des matériaux) sur le territoire des communes de Mouzay et Lion-devant-Dun.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	RESPECT_MED_2025-869	AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	RESPECT_MED_2025-869	AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	RESPECT_MED_2025-869	AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	RESPECT_MED_2025-869	AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a communiqué les éléments attendus en lien avec la mise en demeure. Les documents relatifs aux garanties financières, au plan de phasage et aux plans de la carrière ont été présentés. Le jour de la visite, le site disposait d'un point d'aspiration pour la lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : RESPECT_MED_2025-869

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : La société CHRISTIAENS, ..., est mise en demeure ..., de respecter les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, transmettre une attestation de garanties financières conforme à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral ;• [...]
Constats : L'exploitant a transmis à la préfecture une attestation de garanties financières par courrier daté du 1 ^{er} décembre 2025, enregistré sous le n° d'acte 202520034667.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : RESPECT_MED_2025-869

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Plan de phasage

Prescription contrôlée :

La société CHRISTIAENS, ..., est mise en demeure ..., de respecter les prescriptions suivantes :

- [...]
- sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, transmettre une actualisation du plan de phasage de l'exploitation, accompagnée de tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R.181-46-II du Code de l'environnement ;
- [...]

Constats :

Un dossier de demande d'actualisation du plan de phasage a été transmis par l'exploitant le 28 octobre 2025. Ce dossier a fait l'objet d'une instruction par l'Inspection des installations classées et a donné lieu à la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-2493 du 18 décembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : RESPECT_MED_2025-869

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Plan
--

Prescription contrôlée :

La société CHRISTIAENS, ..., est mise en demeure ..., de respecter les prescriptions suivantes : [...]

- sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, fournir un plan à jour de la carrière, établi à une échelle adaptée, intégrant l'ensemble des éléments listés à l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral ;
- [...]

Constats :

Le dossier d'actualisation du plan de phasage transmis par l'exploitant comprenait des plans actualisés de la carrière.
Par ailleurs, l'exploitant a informé l'Inspection de la réalisation d'un relevé topographique par drone en date du 12 janvier 2026 ; le plan incluant cette mise à jour étant en cours de finalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection le plan de la carrière intégrant le relevé

topographique du 12 janvier 2026 dans un délai de un mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : RESPECT_MED_2025-869

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <p>La société CHRISTIAENS, ..., est mise en demeure ..., de respecter les prescriptions suivantes : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, disposer d'un point d'aspiration pour assurer la lutte contre l'incendie, tel que prévu à l'article 8.7.1 de l'arrêté préfectoral.
Constats : <p>Lors de la visite du site, il a été constaté que le site était pourvu d'un point d'aspiration situé dans la zone IT (installation de traitement).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure